

Au cœur du coffre-fort asiatique

> **Singapour** Nouvelle plaque tournante de la gestion de fortune, l'île-Etat asiatique a décidé à la mi-mai de signer l'accord Fatca avec les Etats-Unis et d'échanger davantage d'informations fiscales via l'OCDE

> Ce parti pris d'une transparence accrue amène Singapour à concurrencer de plus en plus la place financière suisse. Une compétition renforcée par l'afflux sur place des banques helvétiques

> Notre envoyé spécial raconte les dessous de cette ascension

Richard Werly
ENVOYÉ SPÉCIAL À SINGAPOUR

Jérôme Cahuzac a-t-il un jour profité de cette vue plongeante sur l'hôtel-casino le plus emblématique d'Asie du Sud-Est? L'ancien ministre français du Budget, contraint de révéler qu'il possédait bien un compte en Suisse à la banque Reyl, puis à Singapour chez Julius Baer, pourra en tout cas contempler à loisir la grande roue qui domine le détroit de Malacca, et la spectaculaire piscine au sommet du Casino Sands s'il rend un jour visite, ici, à l'établissement financier genevois symbole de son naufrage politique.

Au 16^e étage de la tour numéro 2 du Marina Bay Financial Center, les bureaux de la banque Reyl embrassent, comme ceux de la plupart des banques regroupées dans ce labyrinthe de gratte-ciel tropicaux, une vue panoramique sur le «miracle» singapourien. Ascenseur avec écran de télévision, diffusant les analyses boursières de Channel News Asia, couloirs bondés de messieurs pressés en chemise blanche col ouvert et de dames en tailleurs stricts, sécurité draconienne obligeant tout visiteur à décliner son identité avant d'accéder aux étages de cette «Tower 2» occupée, entre autres, par la salle de marchés de Barclays ou celle de Nomura Securities. Reyl, désormais sous le coup d'une enquête en France, intrigue par le calme plat derrière sa porte vitrée. L'unique réceptionniste qui prend notre carte de visite paraît bien seule.

Dernier-né des complexes financiers de verre et d'acier qui, depuis la fin des années 80, ont poussé à Singapour comme des champignons autour du quartier de Raffles Place, le «Marina Bay Financial Centre» est l'une des vitrines de cette île-Etat devenue l'un des premiers coffres-forts mondiaux, en concurrence avec la Suisse. Tous les acteurs financiers internationaux de premier plan

sont là. Quantité de banques privées suisses y ont ouvert des filiales (voir carte). Le 11 juillet, la Banque nationale suisse (BNS) y inaugurerà ses locaux, situés dans la même tour que ceux de Julius Baer. Le bureau (une représentation dans le langage officiel) de la BNS doit aider «ses opérations sur le marché des changes 24 heures sur 24», annonçait un communiqué en décembre dernier.

S'il n'était l'étau de chaleur humide qui fait opter le piéton pour le métro climatisé ou les taxis, une demi-heure à pied suffirait pour faire le tour de cette plaque tournante asiatique de la gestion de fortune. Micro-Etat, ambition maximale: «Le secret de Singapour? Des infrastructures presque parfaites et une carotte devenue l'obsession de tous les banquiers: les montagnes d'argent générées par l'incroyable prospérité de l'Asie de l'Est», assène Urs Brutsch, l'un des gestionnaires suisses indépendants les plus en vue de la place.

«La notion de conflit d'intérêts n'existe pas... car tout le monde est en quelque sorte actionnaire de Singapore Inc.»

Ce magot asiatique n'est pas un mirage. Au contraire: il affole tous les compteurs bancaires. L'universitaire Kishore Mahbubani, ex-ambassadeur de Singapour à l'ONU et auteur à succès*, abat les chiffres comme des cartes: «En 2020, la classe moyenne asiatique comptera 1,7 milliard de personnes contre 500 millions aujourd'hui, soit trois fois plus! Et le nombre des milliardaires augmente encore plus vite...», explique-t-il dans son bureau de l'Institut Lee Kuan Yew pour les

politiques publiques. Un nom indissociable du miracle insulaire: celui du père de l'indépendance, ancien premier ministre, 90 ans en septembre, dont le fils Lee Hsien Loong n'est autre que l'actuel chef du gouvernement.

Le succès de Singapour est une affaire de famille. A tous points de vue. Impossible, par exemple, de recueillir comme en Suisse ou même à Hongkong – sa rivale asiatique – l'avis d'opposants farouches à cette omniprésence de la finance dans l'île. «Les banques font partie de notre ADN», reconnaît Pratam Singh, l'un des cinq députés d'opposition sur 99 parlementaires. Le fonds d'investissement souverain insulaire est actionnaire d'UBS à hauteur de 8%. Les anciens ministres ou hauts fonctionnaires truffent les conseils d'administration des banques. Le parlement approuve et vote sans barguigner les décisions de l'exécutif.

«La notion de conflit d'intérêts n'existe pas... car tout le monde est en quelque sorte actionnaire de Singapore Inc.», analyse un diplomate. L'Etat de droit, vanté par les autorités, est à la fois inflexible et aux ordres. «Les inspections et les réprimandes de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS, le gendarme financier) sont tout, sauf des plaisanteries, confirme un banquier européen, vétéran de l'île. Ne pas respecter les règles, c'est risquer de énormes amendes, voire la prison. Et être assuré de ne plus jamais retrouver de travail ici.» Vendredi passé, vingt banques se sont d'ailleurs vu réclamer des centaines de millions de francs de caution. Le MAS les soupçonne de manipulation de plusieurs taux de change.

Ouvert sur le monde, classé parmi les économies les plus compétitives de la planète tout en restant verrouillé de l'intérieur, Singapour est un aimant naturel pour ceux que les banquiers privés s'arrachent: les «Ultra High Net Worth Individuals», les plus

riches parmi les plus riches. C'est ici, à l'hôtel Ritz-Carlton, qu'UBS a convié pour la seconde année consécutive, à la mi-mai, ses clients les plus fortunés. C'est ici, à la fierté générale, que Deutsche Bank s'apprête à ouvrir l'une de ses plus grandes salles des coffres. Pas étonnant que les Ferrari et les Porsche soient alignées comme à la parade au pied des immeubles de la «City» locale, alors que cette île exigüe se traverse en trente minutes. Pas étonnant qu'en dix ans, le tarif des licences bancaires ait triplé, de 5 à 15 millions de dol-

«Les Asiatiques sont beaucoup plus exigeants. [...] Conserver leur argent ne suffit pas»

lars singapouriens: «A elle seule, l'Indonésie voisine génère chaque année une dizaine de nouveaux milliardaires, poursuit notre banquier privé européen. Le dernier auquel j'ai rendu visite possède une centaine d'appartements à Singapour et loge, à Djakarta, dans un immense penthouse au sommet de la tour familiale. A côté, la Suisse fait pauvre.»

Et l'argent «gris» européen? Et les accusations portées contre le «paradis fiscal» singapourien? Et la réputation des banques suisses empêtrées dans les scandales d'évasion fiscale aux Etats-Unis ou en France? Motus. Ou presque. La signature par Singapour, fin mai, de la Convention d'entraide élargie de l'OCDE, et l'engagement à signer d'ici la fin 2013 un accord Fatca modèle 1 avec les Etats-Unis, visent à refermer le couvercle.

Résultat: les interlocuteurs locaux éludent. «Les banques suisses et la marque «Swiss Banking» se portent plutôt très bien ici, es-

time Urs Brutsch, par ailleurs trésorier de la Swiss Business Association. Je ne crois vraiment pas que leurs clients asiatiques perçoivent comme un problème les difficultés d'UBS aux Etats-Unis. Car ne l'oubliez pas: ici, la gestion des fortunes européennes est, en termes de montants, assez marginale.» L'ambassadeur helvétique Thomas Kupfer élargit le débat: «Singapour, c'est aussi un tremplin pour la région, une économie diverse ouverte aux entreprises suisses.» Le chef du Département fédéral de l'économie, Johann Schneider-Amman, n'a pas pour rien fait le déplacement en novembre 2012. Pas question de comparer ce petit pays, où le revenu annuel par habitant dépasse les 50 000 euros, avec une vulgaire juridiction à palmiers.

Le débat, dans les bureaux des banques suisses autour de Raffles Place, porte plutôt sur d'autres risques et d'autres tendances. L'un des chiffres casse-tête, pour les établissements financiers helvétiques, est, dit-on, celui des banquiers de plus en plus tentés de préférer Singapour aux rives du Léman. Une fuite des cerveaux, avec portefeuilles de clients sonnants et trébuchants en bandoulière. Avec 1400 milliards de fonds gérés, contre plus de 4000 en Suisse, l'île-Etat est, sur le papier, encore très loin derrière. Mais encore?

«L'île a quatre avantages, argumente l'économiste Manu Bhaskaran: ses connexions avec la diaspora chinoise mondiale, sa proximité idéologique avec l'Occident, sa localisation au cœur de l'Asie du Sud-Est et sa réputation farouche d'indépendance. Alors qu'à Hongkong, Pékin est en embuscade.»

Michael Blake, de la banque britannique Coutts, est familier de Genève. Il confirme: «Singapour va consolider sa réputation de pôle d'attraction pour la gestion de la richesse asiatique, justifiant un transfert progressif des

«Pour la coopération fiscale, agir plutôt que subir»

> L'économiste vedette Manu Bhaskaran juge logique le choix singapourien. Prospère et isolée au milieu de puissants voisins, l'île-Etat aurait tout à perdre en apparaissant comme une juridiction non coopérative

Manu Bhaskaran scrute l'écran de son téléphone portable: ce jeudi 13 juin, la bourse thaïlandaise accuse une sévère baisse de 5%. Commentaire sur les fissures du boom asiatique, et sur l'importance pour Singapour d'apparaître stable à long terme. Le ton est donné par l'économiste en chef du consultant américain Centennial, qui court les plateaux TV pour commenter l'actualité.

Le Temps: Peut-on faire confiance à la volonté de coopération avec l'OCDE et les Etats-Unis du gouvernement de Singapour?

Manu Bhaskaran: Je suis convaincu que les Singapouriens respecteront à la lettre leurs engagements. Pourquoi? Parce qu'il en va de la marque «Singapour». Cette place financière ne peut survivre et continuer de croître que si elle reste aux avant-postes des standards internationaux. C'est une question d'efficacité, de crédibilité et de compétitivité. Vu d'ici, où l'impôt sur le revenu est plafonné à 10% et où les plus-values mobilières ne sont pas taxées, la

fiscalité européenne et américaine paraît certes aberrante, mais ce n'est pas le sujet. Le gouvernement vient de donner un signal simple et clair à ses partenaires occidentaux: nous respectons les règles. Nous méritons votre confiance.

– Il n'empêche: Singapour aurait pu attendre. Résister aux pressions n'aurait-il pas été un meilleur choix?

– Pourquoi? Présenter les choses ainsi, c'est ne pas comprendre comment fonctionne Singapour. Nous sommes des gens carrés, pour qui la clé du succès est d'être à l'avant-garde. L'objectif est que Singapour apparaisse comme un centre mondial pour la finance propre. Or, chercher à gagner du temps revenait à prendre de gros risques, en particulier avec Washington. Accepter de coopérer est, à l'inverse, une décision rationnelle, car le nombre de grandes fortunes susceptibles de migrer vers Singapour pour échapper à Fatca si nous avions refusé de signer est insignifiant. Je critique souvent ce pays. Mais là, le calcul est le bon. Singapour a préféré agir plutôt que subir.

– La voie est donc libre pour que Singapour devienne une place financière de tout premier plan?

– Restons lucides. Notre place financière manque encore de masse critique. Les banques singapouriennes, adossées sur un très fort taux d'épargne national et sur la richesse de la région, sont avant tout des banques de détail. Notre marché boursier manque encore de liquidités.



« Chercher à gagner du temps revenait à prendre de gros risques, en particulier avec Washington »

Manu Bhaskaran

– En plus, Singapour vise les fortunes asiatiques, moins risquées sur le plan fiscal...

– C'est juste. La priorité actuelle, pour les pays de la région, n'est pas de taxer le plus possible leurs gros contribuables, mais de leur permettre de s'enrichir encore plus! La création de richesses est le moteur de l'Asie tout entière. Cela dit, les choses bougent. Je pense à la question de la taxation des multinationales. Il est aussi possible que, demain, les pays voisins de Singapour commencent à poser des questions à l'administration fiscale

de l'île. Nous évoluons dans un environnement régional à la fois très prometteur et très mouvant.

– Singapour et Hongkong sont en concurrence. Qui va l'emporter?

– Vu la taille du gâteau asiatique à se partager, les deux peuvent prospérer. Leurs paramètres sont différents. Singapour, c'est l'ouverture sur l'Asie du Sud-Est et une garantie d'indépendance vis-à-vis de la Chine. Hongkong, c'est la porte ouverte sur la Chine et le lien entre celle-ci et le reste du monde pour les opérations financières complexes, telles les introductions en bourse. Hongkong, c'est aussi aujourd'hui l'énorme marché des placements offshore en renminbis, la monnaie chinoise. Ce ne sera pas Singapour ou Hongkong. Ce sera Singapour et Hongkong.

– Au détriment de la place financière suisse?

– Pas forcément. La Suisse a des siècles de tradition bancaire. Elle restera un refuge pour tous ceux que la stabilité du franc et de son système politique rassurent. A commencer par les très riches Asiatiques désireux de ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Les banques singapouriennes ne sont pas encore en mesure de remplacer, telles quelles, les banques helvétiques. Loin s'en faut. En revanche, des ajustements du marché, des redistributions du gâteau sont prévisibles au vu des évolutions démographiques et économiques. C'est la logique.

Propos recueillis par R. W.



Singapour s'est imposée comme place financière. Plus de 200 banques singapouriennes et étrangères y opèrent. ARCHIVES



WONG MAYE/AP PHOTO/REXUSION

Le complexe hôtelier de Marina Bay Sands à Singapour. L'une des vitrines de l'île-Etat. SINGAPOUR, JUIN 2010

capitiaux et des hommes qui les gèrent de ce côté-ci de la planète.» Une attraction due aux opportunités, mais aussi au style de vie de cette «Suisse de l'Asie», moins formelle, sécurisante et agréable pour les familles. Des banques privées jusque-là discrètes au niveau mondial, comme la Bank of Singapore, attirent aujourd'hui

sans surprise les gestionnaires de fortune helvétiques. Une firme locale comme HP Wealth Management, d'Urs Brutsch, compte parmi ses partenaires un ancien de Pictet et un ex BNP-Paribas: «10% de l'effectif mondial de Coutts travaillent actuellement en Asie, poursuit Michael Blake, et nous prévoyons d'y augmenter

le nombre de nos banquiers privés. Cela en dit long.» Le métier change aussi. Les banques privées genevoises doivent s'adapter, à Singapour, à des clients d'un tout autre style: des nouveaux riches asiatiques qui veulent continuer de s'enrichir. Et vite. Une clientèle bien éloignée des Européens réfugiés au bord

du Léman pour son secret bancaire et pas trop regardants côté rendements: «Les Asiatiques sont beaucoup plus exigeants, poursuit Urs Brutsch. Ils veulent du conseil, une disponibilité permanente, du profit à court terme. Conserver leur argent ne suffit pas.» Autres latitudes, autres méthodes: «La banque suisse saura

se réinventer si elle comprend qu'elle doit absolument le faire et prend les bonnes décisions, conclut notre interlocuteur. Or de ce point de vue, Singapour a une vertu: c'est un très bon laboratoire.»

* «The Great Convergence», Public Affairs Publishing, 2013.

Une réussite économique enviable

■ **Un bond en avant**
Avec une superficie de 700 km², Singapour a effectué un bond prodigieux depuis son indépendance, acquise en 1965, et sa séparation d'avec la Malaisie. Ce petit pays d'Asie du Sud-Est, où la majorité chinoise doit composer avec les minorités malaises et tamoules, était alors l'un des plus pauvres de la région. Avec un seul atout: son port, qui contrôle le détroit de Malacca.

■ **Une pole position**
Un demi-siècle plus tard, Singapour est l'un des pays les plus favorables aux entreprises et les plus ouverts aux investissements étrangers. Le Forum économique mondial le place en troisième position des pays les plus compétitifs, après la Suisse. Son taux de chômage tourne autour de 1,6%. Ses réserves en devises, estimées à 265 milliards de dollars, sont les premières d'Asie du Sud-Est. Plus de 200 banques singapouriennes et étrangères y opèrent.

■ **Un système verrouillé**
Le Parti de l'action populaire (PAP) de l'ancien premier ministre Lee Kuan Yew gouverne sans partage depuis l'indépendance. Longtemps, les opposants ont été réduits au silence à coups de procès en diffamation. Mais la société change: aux dernières élections législatives de 2011, le PAP n'a recueilli que 60% des voix, son score historique le plus bas. Ce qui ne l'a pas empêché de remporter 82 sièges sur 87. Plus 12 parlementaires nommés... **R. W.**

D'«Offshore Leaks» à Fatca, les limites du séisme fiscal

► **Montrée du doigt, l'industrie financière extraterritoriale insulaire devra composer avec les promesses officielles de transparence accrue**

Avant de quitter ses fonctions fin juillet, le secrétaire d'Etat Michael Ambühl devrait se rendre à Singapour pour y rencontrer le vice-premier ministre chargé des Finances, Tharman Shanmugaratnam. Un échange de vues à quelques semaines de la réunion du G20 de Saint-Pétersbourg en septembre, consacrée à l'évasion fiscale, où le grand argentier de l'île-Etat sera présent en tant que président du Comité monétaire du FMI. Laquelle réunion pourrait s'achever par une nouvelle liste «grise» ou «noire» des juridictions fiscales non coopératives.

Suisse-Singapour: jusque-là, le destin des deux places financières semblait lié, comme en attestaient les flux financiers de l'une à l'autre. L'affaire est désormais moins simple. Le 29 mai, le gouvernement singapourien a signé, à Paris (comme le Luxembourg), la convention de l'OCDE sur l'entraide fiscale que la Confédération boude toujours. L'île-Etat a par ailleurs promis de signer, avant la fin de l'année, un accord Fatca de modèle 1 (coopération entre administrations fiscales) avec les Etats-Unis.

Stratégie à long terme, affirme la version officielle. Virage en épini-

gle directement lié aux révélations d'«Offshore Leaks» sur les agissements de la société singapourienne Portcullis TrustNet, spécialiste en montages juridiques dans des paradis fiscaux, nuancent les observateurs. Portcullis, dont le président en titre n'est autre que l'ancien patron de la police et président de la Croix-Rouge locale, Tee Tua Ba, usinait à plein régime des trusts et autres sociétés-écrans. L'affaire, tue par la presse locale, a semé un vent de panique.

Coopérer avec l'OCDE

«La question de la coopération fiscale avec l'OCDE est d'un seul coup devenue prioritaire, juge un diplomate très bien renseigné. Singapour déteste être cloué au pilori et voir remonter ses secrets à la surface.»

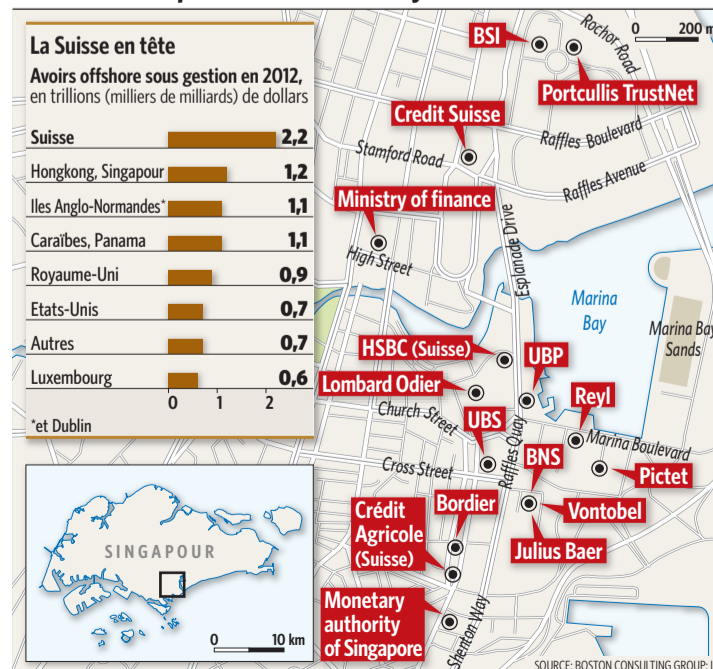
La parade à ce séisme est aujourd'hui couchée sur le papier. Même si le ministre des Finances n'a pas accepté de rencontrer *Le Temps*, ses services et ceux de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) nous ont adressé une longue et précise liste des nouvelles mesures. La date clé est le 1er juillet. A partir de cette date, les délits fiscaux pourront être retenus contre les clients des banques «même si ces délits n'ont pas d'équivalents à Singapour». Des inspections seront organisées, promet le MAS. A charge pour les établissements financiers d'identifier dès à présent «les ayants droit économiques des capitaux, ou les ayants droit des structures juridiques», de s'assurer que leur argent ne provient

pas d'une «évasion fiscale frauduleuse», et de cesser toute relation, si tel est le cas, avec les clients incriminés.

Pour donner l'exemple

Les familiers de Singapour font déjà leurs scénarios, au centre desquels certaines banques suisses soupçonnées d'avoir importé de l'argent «gris» pourraient bien se retrouver en position délicate. «Je suis sûr que les Singapouriens vont faire quelques exemples triés sur le volet. Ils adorent ça», juge, sous le couvert de l'anonymat, un éminent banquier asiatique. Coïncidence: le département des affaires économiques de la police de Singapour vient de rappeler, dans une note adressée aux banques, que les délits pour «crimes fiscaux» seront punis comme ceux de blanchiment. De 400 000 à 1 million de francs d'amende, et jusqu'à 7 ans d'emprisonnement: «Certains banquiers dorment déjà mal, complète notre interlocuteur. Quand les demandes d'entraide de la France vont arriver à partir du 1er juillet, ils ne vont plus dormir du tout.»

Même la Banque nationale suisse y a un bureau



Questions sans réponse

Portcullis TrustNet pourrait toutefois aussi subir les foudres de ce nettoyage. Dans ses bureaux de Suntec Tower 2, l'ambiance est fébrile. Impossible d'obtenir des réponses à nos questions, même écrites. La statue en bois du guerrier chinois protecteur, à l'entrée du cabinet bardé d'une bibliothèque bien garnie d'ouvrages de droit, paraît bien seule pour défendre l'endroit. La porte demeure d'ailleurs fermée chez son directeur, l'avocat David Chong. Idem chez Tee Tua Ba, son président, ou nos questions sont aussi restées lettre morte. Il ne reste plus qu'à les lui poser en Suisse, où l'homme devrait bientôt venir présenter ses lettres de créance comme ambassadeur non résident. Ce poste, pour lequel l'ancien policier avait été nommé avant le scandale «Offshore Leaks», ne lui a pas été retiré. **R. W.**